

# Grève générale j'écris ton nom !

## L'Émancipation syndicale et pédagogique

### Éditeur

Les amis de l'Émancipation  
syndicale et pédagogique

### Directeur-gérant

Raymond Jousmet  
7 rue des Loriots 17180 Périgny  
Tel : 05 46 44 90 26

### Secrétariat de la rédaction

Nicole Desautels  
802 route du Faron - 83200 Toulon  
tél 09 64 23 88 02  
redac@emancipation.fr

### Équipe revue :

Pierre Bergès, Hélène Bertrand,  
Annick Champeau, Rosine Charlut,  
Quentin Dauphiné, Claire Demel,  
Nadine Demel, Nicole Desautels,  
Raymond Jousmet, Joëlle Leau,  
Colette Mallet, Didier Pagès,  
Éliane Paul Di Vincenzo, Pierre Stambul,  
Éléonore Vinay-Léger.

### Impression :

Expressions 2  
10 bis rue Bisson 75020 Paris  
Tel : 01 43 58 26 26

### Appel à contributions pour le n°4

Toutes vos contributions sont bienvenues.  
Adressez vos témoignages, analyses,  
réactions, réflexions, outils pédagogiques,  
dessins, photos... à redac@emancipation.fr  
Date limite d'envoi pour le numéro de  
décembre avant le 15 novembre 2010.

Site : <http://www.emancipation.fr>

**L** n'y aura pas une grève générale. Le grand soir, c'est dans les livres" (interview d'un responsable syndical dans *Le Parisien* du 25/07/2009).

**L** es militantEs sont plus ouvertEs à la réalité sociale que ce hiérarque syndical. Le constat est en effet assez facile ; sous des vocables variés portés par des millions de gens ("blocage du pays", "grève jusqu'au retrait", "grève générale reconductible"), la question qui traverse le syndicalisme est double : la revendication (le retrait de la réforme des retraites), mais aussi le moyen d'action : la grève générale, l'affrontement avec le gouvernement.

**L** a grève générale, qu'elle survienne ou pas, redevient un horizon pour ceux qui refusent le projet central de Sarkozy : faire payer aux salarié-e-s la crise du capitalisme, après avoir transféré des milliards dans les poches des milieux d'affaires.

**E**n effet, la lutte des classes est redécouverte, et dans les actes. Relevons quelques aspects importants. D'abord la grève n'est pas seulement un moyen de nourrir les manifs, elles-mêmes limitées au rôle de "thermomètre" social. Non, elle sert aussi à organiser la lutte : en allant mobiliser les salarié-e-s des autres établissements ou entreprises ; en s'attaquant au fonctionnement du système économique et politique (les "blocages") ; en faisant converger les salariés en grève pour agir. Mais aussi en organisant la solidarité - y compris financière et dans l'action - avec les secteurs en pointe dans la lutte (aujourd'hui la chimie et les transports), tout en s'appuyant sur eux pour entraîner les salarié-e-s révolté-e-s mais sceptiques sur l'issue de la lutte.

**E**n suite, faire jouer leur rôle aux organisations syndicales, leur rôle d'outil de lutte. Cette question concerne y compris leurs sommets : le dernier communiqué de l'intersyndicale nationale (21 octobre) ne dit pas un mot pour soutenir les grèves reconductibles qui se sont développées, et refuse toujours de revendiquer le retrait de la réforme ! Et demander "l'ouverture de négociations" pour "une autre réforme" ne peut être qu'un point d'appui pour le gouvernement. Pourtant, une réaction s'impose face aux manœuvres de ce gouvernement.

**C** ar c'est une autre leçon : quand la grève générale redevient un horizon, on redécouvre la violence latente de l'appareil d'État de la 5<sup>e</sup> république. Violence symbolique avec les consignes données aux grands medias nationaux, tentatives d'intimidation du niveau national au niveau local... mais aussi violence bien réelle entre matraquages, interpellations en masse et tir au flash-ball sur les jeunes. C'est cette double violence qui permet aujourd'hui à Sarkozy de remettre en cause ouvertement les droits dans tous les domaines, depuis le droit de grève jusqu'au droit du sol (droit existant pourtant depuis le 16<sup>e</sup> siècle !) dans le débat qui vient de s'ouvrir. Car depuis longtemps, la bourgeoisie renie ce qu'elle affirmait dans sa jeunesse révolutionnaire : "Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs" (article 35 de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1793).

**C** e second aspect de la situation met en lumière une autre donnée fondamentale. Nombre de responsables politiques et syndicaux soulignent que dorénavant la contestation ne concerne pas seulement la contre-réforme des retraites, mais aussi l'emploi, les salaires, etc. N'esquivons pas le problème de fond. Aujourd'hui ce qui est effectivement en cause ce n'est pas seulement la question du retrait du projet, c'est aussi d'en finir avec ce gouvernement et sa politique.

**L** a grève générale, ce n'est pas que dans les livres et elle pose la question du pouvoir dans cette société : continuer à subir la barbarie capitaliste, ou aller vers l'émancipation sociale ?

Quentin Dauphiné, 23 octobre ☐